

Convention collective
IDCC : 878. – MENSUELS DES INDUSTRIES
MÉTALLURGIQUES DU RHÔNE
(21 mai 1976)
(Étendue par arrêté du 21 novembre 1986,
Journal officiel du 11 décembre 1986)

ACCORD DU 27 MARS 2018
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES
ET AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES
POUR 2018 (ANNEXE II)

NOR : ASET1850635M
IDCC : 878

Entre :

UIMM Lyon-France,

D'une part, et

CFE-CGC métallurgie Rhône ;

FO métallurgie Rhône ;

CFDT SYMETAL 69 ;

USTM Rhône CGT,

D'autre part,

Vu les dispositions de l'accord national métallurgie du 17 janvier 1991 institutionnalisant le double barème RMH et taux garantis et portant avenant à l'accord national du 13 juillet 1983 étendu le 1^{er} juillet 1991.

Décident que :

L'accord du 11 février 2016, fixant l'annexe II à la convention collective des mensuels des industries métallurgiques du Rhône du 21 mai 1976 est annulé et remplacé par le présent accord qui sera annexé à la présente convention sous la forme d'une nouvelle annexe II.

Article 1^{er}

Rémunérations minimales hiérarchiques

Le barème des rémunérations minimales hiérarchiques, tel que fixé le 11 février 2016 en vertu de l'article 32 de la convention collective des mensuels des industries métallurgiques du Rhône du 21 mai 1976, est modifié selon le barème 35 heures annexé au présent accord.

Ce barème de RMH, distinct de celui des rémunérations annuelles garanties, ne constitue nullement une rémunération minimale garantie. Il ne sert qu'au calcul des primes d'ancienneté.

Ce barème est applicable à compter du 1^{er} juin 2018.

Article 2

Primes d'ancienneté

Conformément à l'article 36 de la convention collective des industries métallurgiques du Rhône, le montant des primes d'ancienneté dont bénéficient les salariés qui remplissent les conditions nécessaires est calculé sur la base des rémunérations hiérarchiques telles que fixées dans l'article 1^{er} du présent accord.

Article 3

Rémunérations annuelles garanties

Le barème des rémunérations annuelles garanties, tel que fixé par l'accord du 11 février 2016 en vertu de l'article 32 de la convention collective des mensuels des industries métallurgiques du Rhône du 21 mai 1976, est annulé et remplacé par le nouveau barème 35 heures annexé au présent accord.

Ce barème définit les garanties minimales de rémunérations annuelles applicables à l'ensemble des catégories de personnel visées par la convention collective des mensuels des industries métallurgiques du Rhône.

Les rémunérations annuelles garanties déterminent, sauf garantie légale ou conventionnelle de salaire plus favorable, la rémunération annuelle brute au-dessous de laquelle aucun salarié défini comme à l'alinéa précédent ne pourra être rémunéré pour une durée annuelle correspondant à 35 heures de travail hebdomadaire et pour le coefficient considéré.

Les rémunérations annuelles garanties doivent être adaptées proportionnellement à l'horaire de l'entreprise ou à celui du salarié concerné et calculées *pro rata temporis* en cas de :

- départ ou entrée en cours d'année ;
- changement de classification (en cours d'année).

Le barème s'applique à compter du 1^{er} janvier 2018 et concerne l'ensemble des rémunérations telles que définies par l'article 4 du présent accord et versées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018.

Article 4

Vérification du respect de la rémunération annuelle garantie

À la date du paiement du salaire du mois de décembre, l'employeur vérifiera que le montant total des rémunérations à prendre en considération est au moins égal au montant de la rémunération annuelle garantie. À défaut, un complément égal à la différence entre les rémunérations perçues et la rémunération annuelle garantie est versé avec la paie afférente à ce mois.

Pour vérifier si les salaires réels pratiqués ne sont pas inférieurs aux rémunérations annuelles garanties, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire, quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paie mensuel et supportant les cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception des éléments suivants :

- les primes d'ancienneté prévues par l'article 36 de la convention collective ;
- les majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres, découlant à ce titre des dispositions de l'article 30 de la convention collective ;
- les revenus découlant de la législation sur l'intéressement et de la participation et n'ayant pas le caractère de salaire ;
- les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale ;
- les majorations pour heures supplémentaires ;
- les primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

Article 5

Respect des garanties conventionnelles

L'application du présent accord et en particulier du barème des rémunérations annuelles garanties ne peut avoir pour conséquence l'exclusion d'une quelconque disposition de la convention collective des mensuels des industries métallurgiques du Rhône et notamment des articles 27, 28 et 29 relatifs aux majorations de salaires.

Article 6

Indemnité forfaitaire de nuit

L'indemnité fixée par l'article 29 de la convention collective des mensuels des industries métallurgiques du Rhône appelée communément « prime de panier de nuit » est fixée à compter du 1^{er} juin 2018 à 6,50 €.

Article 7

Dates d'application de l'accord

Compte tenu des dispositions ci-dessus, l'application du présent accord s'opérera selon des dates différentes :

- la grille de rémunérations minimales hiérarchiques servant au calcul de la prime d'ancienneté s'appliquera à compter du 1^{er} juin 2018 ;
- la nouvelle grille de rémunérations annuelles garanties s'appliquera à compter du 1^{er} janvier 2018 ;
- l'indemnité forfaitaire de nuit s'appliquera à compter du 1^{er} juin 2018.

Article 8

Notification et dépôt

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5, du code du travail, et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

Fait à Lyon, le 27 mars 2018.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

BARÈME I

Rémunérations minimales hiérarchiques servant de base de calcul de la prime d'ancienneté

Barème applicable à compter du 1^{er} juin 2018

Base 35 heures.

(Annexe à l'article 1^{er} de l'accord du 27 mars 2018).

(En euros.)

NIVEAU	ÉCH.	COEF.	OUVRIER (RMH majorée de 5 %)	ADMINISTRATIF et technicien	AGENT de maîtrise	AGENT de maîtrise d'atelier (RMH majorée de 7 %)
V	3	395		1 472,35		1 575,42
		365		1 360,52	AM7	1 455,75
	2	335		1 248,69	AM6	1 336,10
	1	305		1 136,87	AM5	1 216,45
IV	3	285	TA4	1 115,43	AM4	1 136,68
	2	270	TA3	1 056,73		
	1	255	TA2	998,03	AM3	1 017,04
III	3	240	TA1	939,32	AM2	957,21
	2	225		838,67		
	1	215	P3	841,46	AM1	857,49
II	3	190	P2	743,62		
	2	180		670,93		
	1	170	P1	665,35		
I	3	155	O3	630,36		
	2	145	O2	618,22		
	1	140	O1	616,81		

ANNEXE II

BARÈME II

Rémunérations annuelles garanties applicables à compter du 1^{er} janvier 2018

Base 35 heures.

(Annexe à l'article 3 de l'accord du 27 mars 2018).

(En euros.)

NIVEAU	ÉCH.	COEF.		OUVRIER	ADMINISTRATIF et technicien	AGENT de maîtrise	AGENT DE MAÎTRISE d'atelier
V		395			28 706,85	28 706,85	30 715,96
	3	365			26 494,63	AM7 26 494,63	AM7 28 495,61
	2	335			24 367,19	AM6 24 367,19	AM6 26 338,53
	1	305			22 292,85	AM5 22 292,85	AM5 24 119,48
IV	3	285	TA4	21 529,41	20 805,47	AM4 20 805,47	AM4 22 510,12
	2	270	TA3	20 476,62	19 957,62		
	1	255	TA2	19 725,48	19 331,62	AM3 19 331,62	AM3 20 954,46
III	3	240	TA1	19 106,94	18 746,39	AM2 18 746,39	AM2 19 849,49
	2	225			18 375,81		
	1	215	P3	18 711,25	18 430,00	AM1 18 430,00	AM1 18 750,89
II	3	190	P2	18 306,04	18 350,00		
	2	180			18 270,00		
	1	170	P1	18 240,00	18 190,00		
I	3	155	O3	18 160,00	18 110,00		
	2	145	O2	18 105,00	18 055,00		
	1	140	O1	18 050,00	18 000,00		